

## Le vote SNESUP au CNESER : un vote DÉCISIF

**N**ous exerçons un métier qui nous implique personnellement. Participer à la production, à la maîtrise des connaissances s'employer à ce que les jeunes, les salariés en formation, puissent maîtriser et s'approprier ces savoirs, c'est pour une large part ce qui donne sens à ce que nous faisons.

Cela implique pour chacun de nous la liberté critique, des capacités d'initiatives dans le collectif des équipes de formation et de recherche. Cela implique de pouvoir participer aux décisions dans l'établissement, d'intervenir dans l'organisation et la dynamique du Service Public d'Enseignement Supérieur et de Recherche.

Cette double dimension, personnelle et collective, de notre métier, est aujourd'hui - disons-le clairement - menacée.

En effet, au-delà des discours sur la « société du savoir », l'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas considérés dans les orientations du gouvernement comme un enjeu majeur de notre temps. Pire, les Projets de budget 2003 ne les font plus apparaître comme une priorité nationale. L'élément essentiel qu'est la gestion démocratique des établissements dans l'unité du service public est directement mis en cause par les projets d'« *autonomie-décentralisation* » du gouvernement Raffarin.

Le CNESER est l'unique instance nationale qui représente de façon démocratique les établissements publics d'enseignement supérieur et l'ensemble de leurs acteurs. Le scrutin du 26 novembre désignera ses membres pour les quatre années à venir : il a donc une portée que chacun doit mesurer.

Dans les quatre années du mandat qui s'achève, les 16 élus SNESup (titulaires comme suppléants) ont ensemble développé ensemble une activité considérable. Près de 20 000 d'entre vous, responsables de formation, ont été directement informés, en temps réel, du suivi de leur projets. Les élus SNESup vous ont aussi tenu au courant de l'état des projets ministériels, en particulier de réforme des cursus (arrêtés LMD). Échanges d'information, d'avis et de propositions, c'est ainsi que la délégation des élus SNESup au CNESER a cherché à développer son activité : ouvrir largement les discussions et les débats, intervenir ensemble. Nous n'y sommes pas parvenus aussi complètement que nous le souhaitons. Mais sans forfanterie, j'ai la conviction que les élus

SNESup se sont affirmés comme le pivot de) l'activité du CNESER, comme les porteurs de vos aspirations.

Les objectifs de développement, de transformation, de démocratisation du Service Public d'Enseignement Supérieur et de Recherche sont largement partagés, c'est une force considérable. Car ce qui est en jeu, ce 26 novembre, c'est l'avenir des établissements, nos missions et notre métier, c'est l'unité du service public. Déjà sont engagés des projets de gestion managériale, de mise en concurrence généralisée des établissements, de déréglementation étendue aux diplômes, aux statuts nationaux des personnels. Il nous faut y opposer ensemble une alternative conjuguant les propositions, les réflexions des équipes de formation et de recherche, et la dynamique, l'unité du service public.

La liberté et le droit. La réflexion, l'engagement personnels, la dimension collective de nos missions, de notre métier. Le Service Public démocratisé. Voilà ce qui est au cœur de l'action que nous proposons. Le SNESup, avec l'ensemble des syndicats de la FSU, vous appelle à construire ensemble ce projet, tout au long du prochain mandat.

Le scrutin pour le renouvellement du CNESER, est décisif, c'est un vote-clé, un vote de référence. Dans les prochaines semaines, et dans les quatre prochaines années, la force que vous accorderez aux élus SNESup sera déterminante, à coup sûr.

**Maurice Hérin, Responsable SNESup au  
CNESER, Secrétaire Général**

Ce numéro comporte un Cahier Central détachable numéroté 3-4-5-6, avec une affiche centrale en pages 4 et 5 destinée à être utilisée pour la campagne du 26 novembre.